

Urbanités

Les villes américaines : quels héritages de l'ère Obama ? – Novembre 2016

Comment David peut l'emporter contre Goliath? Le *community organizing*, ou la construction de contre-pouvoirs dans les quartiers populaires américains

Entretien avec Julien TALPIN, par Flaminia PADDEU



Manifestation contre les violences policières sur les marches du Capitole à Sacramento, Californie (Talpin, 2015)

Julien Talpin est chercheur en science politique au CNRS (CERAPS/ Université de Lille) et co-rédacteur en chef de la revue *Participations*. Ses travaux portent sur l'engagement dans les quartiers populaires en France et aux États-Unis. Il a récemment publié *Lutte urbaine, Participation et démocratie d'interpellation à l'Alma-Gare*, avec Paula Cossart (Le Croquant, 2015) ainsi que *Community organizing. De l'émeute à l'alliance des classes populaires aux États-Unis*, (Raisons d'agir, 2016).

FLAMINIA PADDEU (URBANITÉS) : IL N'Y A PAS UN MAIS PLUSIEURS COMMUNITY ORGANIZING AUX ÉTATS-UNIS. POUVEZ-VOUS NOUS DIRE EN QUOI CONSTITUE CE MODE PARTICULIER DE MOBILISATION DANS LES QUARTIERS POPULAIRES ET EN ESQUISSE LA GÉNÉALOGIE ?

JULIEN TALPIN : Le *community organizing* apparaît à la fin des années 1930, à l'initiative de Saul Alinsky, un sociologue formé à l'École de Chicago, mais aussi un activiste qui va lancer son organisation dans les quartiers pauvres de Chicago. L'expérience va être reproduite ailleurs, ces différentes organisations se rassemblant au sein de l'[Industrial Areas Foundation](#) (IAF), qui jusque dans les années 1960 est la principale fédération de *community organizing*. C'est au début des années 1970 qu'on voit apparaître d'autres organisations, mouvements, expériences qui se situent dans le prolongement de l'agitation des années 1960, celle des mouvements sociaux et de la lutte pour les droits civiques. C'est donc tout un ensemble de mouvements qui se structurent sous la forme du *community organizing*. Ce qui les rassemble, c'est l'objectif d'accroître le pouvoir des classes populaires, urbaines notamment, dont les intérêts sont peu pris en compte par les syndicats, les partis politiques ou les associations traditionnelles. C'est aussi les méthodes qu'ils utilisent, qui diffèrent des instances classiques, et la volonté de créer des organisations pérennes qui construisent des contre-pouvoirs locaux sur le long terme.

Il y a plusieurs modèles. D'une part, l'approche alinskienne dit « *broad-based* » ou « *inter-faith organizing* »¹, s'appuie sur les espaces intermédiaires des quartiers populaires (les églises, les associations de parents d'élèves, les clubs de sport, les associations de quartier, etc.) pour rassembler différentes populations, avec l'idée que la fragmentation et la dépolitisation des collectifs empêchent de construire du pouvoir dans ces quartiers. C'est le cas de l'organisation [L.A. Voice](#), que j'ai étudiée à Los Angeles. D'autre part, le second modèle, représenté notamment par l'organisation [ACORN](#) (Association of Community Organizations for Reform Now), cherche à « organiser les inorganisés », souvent les plus pauvres, qu'on ne retrouve ni dans les groupes de parents d'élèves, ni à l'église, ni dans les syndicats. Ce type d'« *individual organizing* » va chercher à mobiliser directement les individus qui n'appartiennent pas à des collectifs, qui ne sont pas sociabilisés à l'engagement, ce qui demande un travail organisationnel très important, qui s'appuie notamment beaucoup sur le porte-à-porte.

EST-CE QUE L'ORGANIZING INDIVIDUEL A RÉELLEMENT FONCTIONNÉ, PERMETTANT DE MOBILISER LA POPULATION QUI N'ÉTAIT PAS PRÉCÉDEMMENT ENGAGÉE, MAIS AUSSI LA PLUS MARGINALISÉE ?

Ce courant représenté notamment par l'association ACORN, qui a existé pendant près de 40 ans, a très bien fonctionné. ACORN a obtenu de nombreuses victoires sur des questions de logement ou de régulation des activités bancaires. Le fait d'être structuré au niveau national lui a permis d'obtenir des victoires importantes. Cette fédération, qui rassemblait plusieurs centaines de milliers d'adhérents, était largement autofinancée par ses membres (à hauteur de 50 %), alors que la plupart des organisations communautaires sont principalement financées par des fondations. Elle était parvenue à cumuler du pouvoir et à obtenir une reconnaissance réelle, à tel point que certains, notamment du côté des Républicains, et de la chaîne Fox News, attribuent la victoire d'Obama en 2008 au travail réalisé par ACORN pendant la campagne. Cela leur a porté préjudice par la suite. Ils avaient fait campagne pour Obama, notamment dans les *swing states*², via tout un travail d'inscription des pauvres et des minorités sur les listes électorales, ce qui est un enjeu important dans les États du Sud, où la population noire est importante. Là, ils jouaient un rôle qui pouvait faire basculer les élections.

¹ Le terme d'organizing « *broad-based* » insiste sur la volonté de reposer sur une base militante large, tandis que celui d'« *inter-faith* » désigne le caractère inter-religieux de ces organisations.

² Dans le contexte de l'élection présidentielle aux États-Unis, un *swing state* est un État des États-Unis qui peut alterner, d'un scrutin à l'autre, entre les deux partis dominants et faire basculer le résultat du vote final.

ACORN disparaît néanmoins en 2010, sous le coup d'accusations de fraudes électorales et d'une campagne de diffamation orchestrée par des Républicains.

VOUS UTILISEZ LE TERME DE « COALITION ARC-EN-CIEL », POUVEZ-VOUS NOUS EN DIRE PLUS SUR LE CARACTÈRE INTER-RACIAL ET SOCIALEMENT VARIÉ CES MOUVEMENTS ?

Contrairement à ce que le terme « communautaire » laisse penser, souvent mal compris en France, le *community organizing* est fait d'« organisations parapluies ». Il cherche dès l'origine à rassembler plusieurs collectifs et à toucher différentes fractions des classes populaires : la classe ouvrière noire, des pauvres blancs catholiques, des immigrés latinos... Le côté « inter », religieux ou racial, est resté fort, le mouvement reposant sur le quartier comme espace premier de mobilisation. Dans des quartiers où la population n'est pas monocolore, il est quasiment indispensable de chercher à mobiliser des habitants de différents groupes, comme à Los Angeles ou en Californie où la population des quartiers populaires est diversifiée. À New York City, Chicago ou Baltimore, les quartiers afro-américains sont plus ségrégués, la population noire peut y atteindre 90 %. La réalité démographique des quartiers de Los Angeles, où j'ai conduit mon enquête de terrain, rend ce caractère multiracial encore plus nécessaire, même s'il est fondamental dès le départ. Ces organisations visent à créer des ponts, à mettre en avant des revendications et des intérêts partagés par différents groupes raciaux, et ce de manière très explicite. C'est une façon de construire de l'unité entre eux. À Los Angeles, je me suis particulièrement intéressé à cette volonté de dépasser les affrontements communautaires, qui sont une réalité, comme entre Noirs et Coréens lors des émeutes de 1992, ou entre Noirs et Latins de façon plus quotidienne, où se joue un racisme ordinaire. Il y a dès lors un travail d'éducation populaire effectué par ces organisations pour inculquer l'idée que ces populations ont des intérêts communs au-delà des préjugés et des stéréotypes, parce qu'elles habitent les mêmes quartiers.

EST-CE QUE LA PROFESSIONNALISATION³ A CHANGÉ CES DYNAMIQUES, EN RENDANT LES MOUVEMENTS PLUS BLANCS, OU EST CE QU'ELLE S'EST AUSSI FAITE AU SEIN DES POPULATIONS DE COULEUR ?

Ça dépend des organisations, mais il y a une réelle volonté de la part des organisations de recruter des salariés à l'image de la population, donc noirs et latinos. Très clairement, c'est une ressource : un organisateur noir ou latino aura plus de facilité à recruter, à mobiliser et à créer des relations avec des gens qui peuvent s'identifier à elle/lui. Mais ils veulent aussi recruter des gens qui ont un diplôme universitaire et qui maîtrisent les enjeux de politique publique qui feront l'objet de campagnes. Le profil idéal, c'est quelqu'un qui est membre d'un groupe minoritaire, qui est issu du ghetto mais en est sorti pour faire des études, et qui connaît donc une trajectoire d'ascension sociale. Après, la composition sociale des organisations varie d'un groupe à l'autre. Les organisations alinskiennes sont par exemple un peu plus blanches, à la fois pour ce qui est des membres et des salariés, notamment car elles sont historiquement liées à l'église catholique ou à des congrégations juives.

CONCRÈTEMENT, SUR QUELS ENJEUX ET REVENDICATIONS PORTENT LES CAMPAGNES DE *COMMUNITY ORGANIZING* ? VOUS ÉVOQUEZ LE LOGEMENT, LA GENTRIFICATION, LE SYSTÈME BANCAIRE, LA RÉGULARISATION DES SANS-PAPIERS... POUVEZ-VOUS NOUS RACONTER UNE DE CES CAMPAGNES ET LA

³ Au sein du monde associatif, la professionnalisation désigne, soit le statut salarié de ceux qui n'exercent pas de manière bénévole, soit l'importation de méthodes se voulant professionnelles (par opposition à un amateurisme associé aux bénévoles), soit l'embauche de spécialistes ou de professionnels dûment formés aux techniques utiles dans l'entreprise comme le marketing, la communication, les ressources humaines, etc. (Ughetto et Combes, 2010). J. Talpin relie l'augmentation de la professionnalisation dans le *community organizing* à la nécessité de capter les financements des fondations, par le recrutement d'un staff spécialisé dans la réponse aux appels à projets.

MANIÈRE DONT, COMME VOUS LE DITES DANS VOTRE [OUVRAGE](#), « DAVID PEUT L'EMPORTER CONTRE GOLIATH » ?

Théoriquement le choix des campagnes est censé émerger des problèmes identifiés par des habitants dans leur quotidien. Mais c'est rarement aussi simple et les salariés et directeurs jouent également un rôle important. La définition des campagnes se fait à la croisée entre ces différents éléments, à la fois de manière *top-down* et *bottom-up*. Mais, dans la mesure où il faut du monde derrière pour se mobiliser, la définition des campagnes ne peut entièrement être imposée par les salariés : le risque, sinon, c'est que la base ne suive pas. Cela n'empêche pas des tensions autour du choix des campagnes.

Un exemple intéressant est celui de la régulation des activités bancaires à Los Angeles (voir fig. 1). C'est une campagne qui a eu lieu suite à la crise de 2008 et des *foreclosures*. L.A. Voice se dit qu'il faudrait se mobiliser là-dessus, mais se rend compte que ses membres ne sont pas directement touchés au départ car souvent locataires. À partir de 2010, cette question resurgit car la population est touchée par la deuxième vague des *foreclosures*, de même que les commerces des quartiers pauvres ont du mal à obtenir des prêts pour financer leurs activités. Une demande sociale émerge à ce moment-là parmi les membres de l'organisation, ils lancent donc une campagne. Mais on peut considérer que cette demande sociale a aussi été en partie construite par le directeur de l'organisation, qui a senti qu'il y avait une opportunité à se saisir de cet enjeu. L'objectif est simple : s'assurer que les banques qui travaillent avec les institutions n'aient pas de pratiques financières « prédatrices » et notamment qu'elles investissent dans les quartiers pauvres et prêtent des fonds à leurs habitants. Au-départ, le conseil municipal ne réagit pas et la campagne ne marche pas du tout ! Mais à l'automne 2011, le mouvement Occupy Wall Street émerge, ce qui va changer la donne : il y a même un Occupy L.A. qui s'organise et la question des inégalités financières devient un enjeu important. Le changement de contexte national et local va permettre à cette revendication au faible écho d'être beaucoup plus médiatisée, d'obtenir davantage de soutien de la part d'autres organisations. Ainsi, alors qu'il y était initialement opposé et après des mois de pression, le conseil municipal de Los Angeles vote le *Responsible Banking Ordinance* en avril 2012, qui impose aux banques qui travaillent avec la Ville (pour des chantiers municipaux par exemple) de respecter un cahier des charges éthique, c'est-à-dire d'investir dans les quartiers pauvres et d'accorder des prêts à des habitants de ces quartiers faiblement solvables. C'est un enjeu historiquement important pour le développement économique des quartiers pauvres aux États-Unis.

LA VOICE PICO

We believe that **BIG BANKS** have a **RESPONSIBILITY** to reinvest in our communities.

Does City Council?

12% of LA County is **UNEMPLOYED**—14% Latino and 19% African American while **BIG BANKS** return to **BILLIONS** in profits thanks to taxpayer bailouts!

Pass the Responsible Banking Ordinance!
The Budget & Finance Committee NEEDS TO HEAR FROM YOU!!

CALL TODAY!

COMMITTEE CHAIR
PAUL KREKORIAN (CD 2) (213) 473-7002

CITY COUNCIL PRESIDENT
Herb Wesson (CD 10) (213) 473-7010

MEMBERS OF THE COMMITTEE

Paul Kortsz (CD 5)	(213) 473-7005
Bill Rosenblatt (CD 11)	(213) 473-7011
Tony Cardenas (CD 8)	(213) 473-7006

HERE'S WHAT TO SAY:
Hello, my name is NAME and I'm a LA Voice leader from CONGREGATION/ORG. I'm calling to urge you to **PASS THE RESPONSIBLE BANKING ORDINANCE** and hold **ALL** big banks accountable. Our families and small businesses are suffering as a direct result of big banks' bad behavior. We are counting on you to pass the ordinance as a first step towards holding **ALL** banks accountable to working families in Los Angeles!

Will You Stand with us?

Monday, February 27, 2012
1:30 pm
City Hall, Rm. 340
Budget & Finance Committee Hearing on RBO
200 N Spring St.
Los Angeles, CA 90012

OUR MONEY, OUR VALUES

FOR MORE INFORMATION CONTACT Roberto at (310) 748-7260 or VISIT OUR WEBSITE WWW.LAVOICEPICO.ORG

Figure 1 : Tract invitant à la mobilisation en faveur du Responsible Banking Ordinance (LA Voice, 2012)

VOUS ABORDEZ D'AILLEURS UN CERTAIN NOMBRE DE TENSIONS INHÉRENTES AU *COMMUNITY ORGANIZING*, NOTAMMENT CELLES LIÉES AU LOCALISME ET À LA CAPACITÉ TRANSFORMATIVE DE L'ACTION COLLECTIVE. EN SE CONCENTRANT SUR DES CAMPAGNES GAGNABLES ET DES REVENDICATIONS CONCERNANT LE CADRE DE VIE, LES ORGANISATIONS LAISSENT-ELLES DE CÔTÉ LES QUESTIONS PLUS STRUCTURELLES, À L'ORIGINE DE LA MARGINALISATION SOCIALE DES HABITANTS DES QUARTIERS POPULAIRES? COMMENT GÈRENT-ELLES LA TENSION ENTRE AMÉLIORATIONS LOCALES ET ENJEUX STRUCTURANTS ?

D'un côté, il y a le rôle de leadership de directeurs, qui vont avoir une vision stratégique, qui vont consulter leur base en permanence, leur base étant leur principale ressource. De l'autre, le *community organizing*, ce n'est pas seulement la mobilisation, c'est aussi un travail d'éducation populaire très important pour permettre aux gens de découvrir leurs véritables intérêts. Ils leur disent que les problèmes qu'ils identifient dans leur quotidien ne seront pas réglés par les réponses les plus immédiates.

COMMENT SE PASSE CONCRÈTEMENT CE TRAVAIL D'ÉDUCATION POPULAIRE ?

Du côté de la tradition alinskienne, à chaque réunion, un moment est dévolu à une sorte de session d'éducation, plus ou moins formalisée, horizontale ou participative. Ils réfléchissent au modèle organisationnel – la conception du pouvoir, les relations politiques – ou bien s'intéressent à des enjeux précis, se demandant par exemple quelle est la position du parti républicain ou démocrate sur telle ou telle réforme. Un leader fait une présentation, puis il y a une discussion collective. La formation passe

aussi par l'action, en organisant des manifestations, en créant des tracts, en prenant la parole à telle ou telle réunion. Une étape initiale dans chaque campagne consiste à faire des « *research meetings* » : les salariés et les habitants font un travail d'investigation pour savoir quelle est la position des différents interlocuteurs sur une question, en rencontrant des élus, des banques, des chambres de commerce, des universitaires... C'est souvent nouveau pour des leaders qui n'ont pas fait d'études universitaires, parlent mal anglais, mais c'est très formateur. Au niveau national, il y a aussi des camps d'été, des formations intensives, d'un week-end ou de plusieurs semaines. Le *community organizing* consacre donc beaucoup de temps à former les gens car c'est une condition pour que les habitants mènent vraiment la danse ; et ça a des effets importants. Dans mon livre, j'en rends compte en dessinant les trajectoires biographiques de participants.

C'est frappant chez les jeunes, comme à [Community Coalition](#), où des adolescents de 16-17 ans, dont beaucoup ont des parents au chômage, voire en prison, vivant dans des conditions sociales assez difficiles, ont un niveau de conscience politique très élevé (voir fig. 2). Ils ont des sessions quasiment tous les jours après l'école : après avoir participé un ou deux ans à l'organisation, ils ont un niveau de conscience sociale, raciale et politique très poussé. Quand je compare avec les entretiens que je fais avec des adolescents dans les quartiers populaires en France, le contraste est saisissant.



Figure 2 : Réunion d'information sur les propositions de référendum en jeu à l'automne 2016 (Glauz Diego/Community Coalition, 2016)

COMMENT SONT RECRUTÉS CES JEUNES ? EST-CE UN TRAIT CARACTÉRISTIQUE DU *COMMUNITY ORGANIZING* ?

Le « *youth organizing* » constitue tout un pan du *community organizing*, lié au démantèlement de l'État providence. La réduction du financement public des écoles implique que toute une partie de l'encadrement périscolaire soit désormais réalisée par des associations. Les jeunes y font du sport, leurs devoirs... mais aussi parfois de la politique. À Los Angeles, il y a cinq ou six associations de ce type qui font un travail politique auprès des centaines de jeunes : en plus des devoirs, ils font un travail d'éducation populaire, ils leur apprennent l'histoire des mouvements sociaux, des droits civiques, pour qu'ils comprennent les difficultés sociales qu'ils vivent, eux et leurs parents. Les lycées sont très ouverts à ces associations. En début d'année, elles viennent se présenter auprès des élèves : ils sont parfois séduits par cette présentation. Mais la majorité d'entre eux sont recrutés via les réseaux de sociabilité amicaux : on s'engage parce qu'on a un camarade qui participe déjà et que ça a l'air sympa.

COMMENT COOPÈRENT OU SE CONFRONTENT LES ORGANISATIONS ENTRE ELLES ? EST CE QUE VOUS PENSEZ QUE L'ALLIANCE ENTRE DIFFÉRENTS TYPES D'ASSOCIATIONS (*YOUTH ORGANIZING*, *FAITH-BASED ORGANIZING*, SYNDICATS...) EST UN ÉLÉMENT-CLÉ POUR PENSER LA MONTÉE EN PUISSANCE DES MOUVEMENTS SOCIAUX ?

C'est essentiel, ils disent souvent que leur seule force est le nombre. Quand on coalesce des groupes différents, cela pèse davantage, notamment car leurs interlocuteurs sont des élus. Or c'est compliqué pour un élu d'ignorer des milliers, voire des dizaines de milliers d'habitants des quartiers, qui peuvent faire pencher une élection. Ensuite, il y a cette idée qu'un groupe diversifié, composé de jeunes et de vieux, de Noirs et de Latinos, de très pauvres et de gens de la classe moyenne basse, est plus représentatif. La diversité du groupe est une source de légitimité des revendications portées. Enfin, ce jeu de coalition a permis, notamment en Californie, où c'est plus développé que dans d'autres États, d'obtenir des victoires importantes via les mécanismes de démocratie directe. Ces coalitions à l'échelle californienne n'existaient pas il y a une quinzaine d'années. Il a d'abord fallu construire une base suffisamment solide au niveau local et municipal, pour ensuite s'engager à une échelle plus importante.

EST-CE QU'IL Y A DES COALITIONS À L'ÉCHELLE NATIONALE OU SEULEMENT ÉTATIQUE, NOUVEL ÉCHELON DE DÉVELOPPEMENT DU *COMMUNITY ORGANIZING* ?

Oui, dans la mesure où il existe des fédérations de *community organizing* à l'échelle nationale, les deux principales étant l'IAF et [PICO](#). Mais les campagnes nationales demeurent rares car difficiles à mener, comme celle que j'ai étudié sur la régularisation des sans papiers en 2013. C'est un grand pays, c'est compliqué de mobiliser à cette échelle-là quand l'essentiel de la politique fédérale se joue à Washington, via un jeu de lobbying. D'ailleurs, cette campagne nationale n'a pas très bien fonctionné. Ensuite, il n'y a pas beaucoup de campagnes nationales car les États-Unis sont un pays très décentralisé. Beaucoup de choses sont décidées à une échelle étatique ou infra-étatique. Il y a plutôt des campagnes nationales « localisées », comme sur l'augmentation du salaire minimum et la campagne « [fight for fifteen](#) ». Ils ont échaufaudé une stratégie nationale, qu'ils ont ensuite déclinée à New York, à Chicago, à Los Angeles et ils ont obtenu des victoires tout à fait importantes. À Los Angeles l'an dernier, ça s'est traduit par une augmentation de 20 % du salaire minimum !



Figure 3 : Manifestation contre les violences policières à Sacramento, Californie (Talpin, 2016)

L'UN DES PRINCIPES DU *COMMUNITY ORGANIZING* EST SON AUTONOMIE À L'ÉGARD DES POUVOIRS PUBLICS, QUI PERMET DE DEMEURER DANS UNE POSTURE DE CONTRE-POUVOIR. VOUS PARLEZ D'AILLEURS DE LA MISE EN PRATIQUE D'UNE « DÉMOCRATIE D'INTERPELLATION ». COMMENT S'EST FORGÉE CETTE AUTONOMIE ET COMMENT ÉVOLUE-T-ELLE DANS LE CONTEXTE DE LA PROFESSIONNALISATION ET DU FINANCEMENT CROISSANT PAR LES FONDATIONS ?

C'est une question très importante, car c'est un choix stratégique. D'un côté, il y a une réflexion sur l'autofinancement dans ces mouvements, en particulier chez ACORN qui est allé le plus loin avec près de 50 % de financements issus de ses membres, même si l'autonomie n'a jamais été totale. C'est quasiment la seule organisation qui soit allée aussi loin. D'une manière générale, c'est compliqué d'être autofinancé avec une base sociale pauvre... Il a donc bien fallu se tourner vers d'autres sources de financement. Au moment où les financements publics étaient importants, ils se sont tournés vers les institutions. La privatisation de l'État providence et le déclin des financements fédéraux à partir des années 1980 les a obligés à se tourner vers les fondations, ce qui leur a donné davantage d'autonomie à l'égard des institutions. Cela pose néanmoins beaucoup de questions, que je suis justement en train de creuser... Certaines de ces fondations sont issues de grandes entreprises comme Ford ou de groupes pharmaceutiques, qui n'ont rien d'éthique. La question que cela pose, c'est dans quelle mesure les fondations sont-elles en mesure d'imposer leur agenda aux organisations, alors que ces dernières sont censées définir leur propre agenda de façon *bottom up* ? Dans quelle mesure cela va-t-il détourner les organisations de leurs objectifs ?

Une façon de répondre à ces dilemmes est d'une part de chercher à diversifier ses financements. Les organisations communautaires ont en permanence une quinzaine, voire une vingtaine de fondations

qui les soutiennent, si bien qu'elles ne sont jamais suffisamment dépendantes d'une seule fondation pour que celle-ci puisse leur dicter son agenda. Certains directeurs expliquent qu'ils ont refusé le soutien de certaines fondations, et parfois des bourses de 100 000 dollars, soit parce qu'ils sentaient que leurs membres ne les soutiendraient pas, soit parce qu'elles les poussaient dans une direction qui n'était pas la leur. La diversification des sources de financement est donc un moyen de rester autonome. Un autre élément de réponse est que certaines fondations sont hyper militantes, très politisées, très à gauche, et elles assurent à ces organisations des financements quasi permanents.

QUEL DROIT DE REGARD ONT LES FONDATIONS SUR CES ORGANISATIONS, LORSQU'ELLES LES FINANCENT ?

Cela se joue à deux niveaux, à la fois en amont et en aval. En amont, il y a la définition des appels à projets. Un des principaux financeurs du *community organizing* en Californie est une fondation qui s'appelle The California Endowment, qui finance des projets liés à la santé publique. Et pourtant elle finance des campagnes très diverses, elle a une conception très large de la « santé communautaire », qui peut conduire à financer des projets visant à lutter contre l'incarcération des jeunes, ou à promouvoir l'éducation dans les quartiers pauvres... En répondant à leurs appels, les organisations savent que la fondation est sensible aux questions de santé et ça peut avoir une influence sur la façon dont elles vont répondre aux appels à projets. Ainsi, l'influence de cette fondation fait qu'on assiste à une « thérapéutisation » de la question sociale, où toutes les questions sociales apparaissent comme des enjeux de santé publique. En aval, il y a le moment de l'évaluation, où les organisations rendent des comptes aux fondations. S'il est possible de tordre la réalité, les fondations et organisations entretiennent des relations à long terme, il est donc compliqué de piper son évaluation. Il y a une forme de dépendance de ce point de vue-là.

MIS EN PERSPECTIVE AVEC LES ÉMEUTES LIÉES AU CRIME RACISTE DE TRAVON MARTIN EN 2013, PEUT-ON VOIR LE *COMMUNITY ORGANIZING* COMME UNE FORME DE CANALISATION DE LA CONFLICTUALITÉ SOCIALE ET DE LA VIOLENCE, OÙ FINALEMENT MANIFESTER ET DISCUTER COLLECTIVEMENT CONSTITUENT UN MODE LÉGITIME D'EXPRESSION DE LA COLÈRE ? COMMENT CES DIFFÉRENTES ORGANISATIONS S'INSCRIVENT-ELLES PAR RAPPORT À LA VIOLENCE ÉMEUTIÈRE ET NOTAMMENT PAR RAPPORT AU MOUVEMENT [BLACK LIVES MATTER](#) ?

Sur la violence émeutière, ces organisations sont dans une position d'entre-deux. D'un côté, elles ne condamnent pas la violence, elles ne prennent pas position contre les émeutiers, ce qui les distingue d'une bonne partie des élites progressistes des quartiers (églises noires, élus, associations de services...). Elles comprennent la colère des habitants au vu de la multiplication des violences et des crimes policiers. Néanmoins, elles considèrent que ce n'est pas par la violence ou l'émeute qu'on va améliorer le sort des habitants du ghetto et qu'on va mettre un terme aux crimes policiers. Il y a une réflexion stratégique derrière, qui se traduit par la mise en œuvre de campagnes précises pour encadrer les pratiques policières, lutter contre l'incarcération de masse. Et cela les distingue de Black Lives Matter, qui a une perspective plus globale, moins réformiste.

En résumé, à leur droite il y a les classes moyennes noires et latinos qui portent un discours moralisateur, et à leur gauche il y a Black Lives Matter, qui est sur des formes d'action beaucoup plus directes, de désobéissance civile et moins sur des stratégies de négociation. Il y a donc des différences importantes. Black Lives Matter prend les organisations communautaires pour des réformistes, et les organisations communautaires prennent Black Lives Matter pour des intellos utopistes, mouvementistes, mais qui ne vont pas changer grand chose. Leur base sociale n'est pas la même. Black Lives Matter est mené par des gens très éduqués, qui parlent d'intersectionnalité, de racisme systémique et qui citent Frantz Fanon et Cornell West. Du côté des organisations communautaires, ce sont des pauvres qui sont moins intellectuels dans leurs démarches.

On peut néanmoins considérer qu'il existe une forme de division du travail entre le *community organizing* et Black Lives Matter. La fenêtre d'opportunité qu'a ouverte Black Lives Matter a servi les campagnes précises menées par les organisations communautaires. Ainsi, une campagne sur le contrôle au faciès et de documentation du profilage racial en Californie (voir Fig. 3), menée depuis longtemps par des organisations communautaires, a récemment abouti au vote à l'échelle californienne d'une loi qui oblige les polices à faire ce recensement. Cela montre comment un autre mouvement social peut ouvrir des opportunités politiques pour des organisations qui mènent un travail de revendications souterrain, à plus long terme.

RETROUVE-T-ON CE CLIVAGE PAR RAPPORT À OBAMA ? LA DÉCEPTION PROVOQUÉE PAR LE GOUVERNEMENT OBAMA ET LE NON-AVÈNEMENT D'UNE AMÉRIQUE POST-RACIALE ONT ÉTÉ DE PLUS EN PLUS INVOQUÉS DANS LES MÉDIAS PROGRESSISTES, NOTAMMENT DEPUIS L'ÉMERGENCE DU MOUVEMENT BLACK LIVES MATTER. COMMENT LES MILITANTS QUE VOUS AVEZ RENCONTRÉS ONT VÉCU LES DEUX MANDATS OBAMA ?

Un élément qui me frappe, c'est que la plupart des membres et des salariés de ces organisations demeurent très pro-Obama. La critique, la déception par rapport à Obama, on l'entend fortement du côté des militants de Black Lives Matter, du côté des intellos des campus, mais c'est beaucoup moins le cas dans le *community organizing*. Non seulement ils s'étaient fortement investis dans les campagnes de 2008 et 2012, mais ils ont joué un rôle très important dans la mise en œuvre de la réforme de l'*Obamacare*, l'*Affordable Care Act* voté le 23 mars 2010. Ils ont enregistré les habitants sur les registres, afin qu'ils puissent en bénéficier. Pour eux, c'est une avancée sociale importante, une réforme qui restera et qui teinte l'appréciation qu'ils ont de la présidence Obama. Il reste aussi quelque chose de très fort, la fierté qu'ont les Noirs d'avoir un président noir. On lui trouve aussi beaucoup d'excuses, on dit qu'il a fait ce qu'il a pu, qu'il a depuis 2010 un Congrès très opposé à ses réformes. Ils sont beaucoup moins durs que les militants plus politisés et plus intellos.

ALORS QU'OBAMA A REDONNÉ DE LA VISIBILITÉ AU *COMMUNITY ORGANIZING*, QU'IL A PRATiqué JEUNE À CHICAGO, QUEL A ÉTÉ SON RAPPORT AVEC CES ORGANISATIONS PENDANT SES MANDATS ? SI LE PARTI DÉMOCRATE S'EN EST FORTEMENT INSPIRÉ POUR RENOUVELER SES MÉTHODES DE MOBILISATION ÉLECTORALE (RECOURS ACCRU AU PORTE-À-PORTE DANS LE CADRE DE LA CAMPAGNE DE 2008), A-T-IL POUR AUTANT SOUTENU CES MOUVEMENTS ?

L'arrivée au pouvoir d'Obama n'a pas changé grand chose pour les organisations communautaires. Déjà parce qu'elles ne mènent pas beaucoup de campagnes à l'échelle fédérale, même si elles espéraient que l'élection d'Obama permette des avancées majeures, sur la régularisation des sans papiers ou la réforme du système judiciaire. Mais Obama a pris ses distances avec à son passé d'*organizer*, parce qu'on l'a beaucoup attaqué là-dessus, accusé d'être socialiste voire communiste par les Républicains et Fox News, et aussi parce qu'ACORN disparaît suite à une accusation de fraude... Finalement le *community organizing* est devenu très sulfureux pour Obama ! Il a aussi voulu être « le président de tous les Américains », pas seulement celui des Noirs, ou des quartiers pauvres.

C'est toutefois plus compliqué, des liens se sont créés : ainsi, l'actuel président de Community Coalition à Los Angeles, Alberto Renata, a précédemment travaillé au sein du Ministère de l'éducation de la première administration Obama. Cela a facilité l'obtention d'une bourse de 800 000 dollars de la part du gouvernement fédéral, du Département de la Santé, par la suite. Au delà d'Obama, il y a des liens forts avec le Parti démocrate, plutôt du côté de la tradition de l'*organizing* individuel (ACORN, Community Coalition...) que de la tradition alinskienne, plus distante avec les élus. Les liens sont personnalisés : beaucoup d'anciens *organizers* se sont lancés en politique et sont devenus élus (députés, conseillers municipaux...). Une fois élus, des affinités demeurent. Lors de leurs campagnes, ces liens avec les organisations communautaires peuvent être d'une aide précieuse. L'ancien président de Community Coalition est par exemple devenu conseiller municipal. Il n'arrête pas de dire aux

community organizers : mettez-moi la pression, c'est comme ça que je pourrais faire bouger mes collègues démocrates plus centristes, j'ai besoin que vous créiez du rapport de force avec les institutions.

QUEL EST LE RAPPORT DES AUTRES PARTIS POLITIQUES AU *COMMUNITY ORGANIZING* ? VOUS RACONTEZ QUE LE TEA PARTY S'EST INSPIRÉ DES MÉTHODES DU *COMMUNITY ORGANIZING*, EST-CE JUSTE UNE ANECDOTE ?

Le Tea Party, mais pas seulement. On parle peu du Parti Vert, mais on y retrouve beaucoup de membres de mouvements sociaux, d'organisations communautaires, et la candidate verte [Jill Stein] parle beaucoup du *community organizing* et des questions raciales, davantage que les représentants du parti démocrate. Hillary Clinton ne crée d'ailleurs pas beaucoup d'enthousiasme chez les membres des organisations communautaires... quand bien même celle-ci avait fait son mémoire de master sur Alinsky à l'époque où elle était étudiante. Mais ils la trouvent trop centriste, et beaucoup d'entre eux auraient préféré que Bernie Sanders soit le candidat démocrate. Il y a également des liens très faibles avec le Parti Républicain, notamment en Californie, mais très peu de travaux ont été menés là dessus. Certaines campagnes, comme celle pour la régularisation des sans papiers, ont tenté de mettre la pression sur les Républicains, en leur disant qu'il fallait prendre en compte l'électorat latino dans leur circonscription, mais cela n'a pas abouti. Pour l'instant, les relations avec les Républicains restent très distantes, l'enjeu étant davantage de pousser les Démocrates vers la gauche. On en vient au Tea Party. L'influence vient des méthodes de mobilisation : le porte-à-porte, les *house meetings*... Ils ont lu tous les livres d'Alinsky ! Ce qui les a inspirés, c'est la rationalisation du travail de mobilisation, les façons de devenir un mouvement de masse. Il y a aujourd'hui des camps de formation organisés par des gens liés au Tea Party pour former une base réactionnaire et conservatrice.

COMMENT LES DEUX PRINCIPAUX CANDIDATS À LA PRÉSIDENTIELLE 2016, HILLARY CLINTON ET DONALD TRUMP, SE POSITIONNENT-ILS PAR RAPPORT AU *COMMUNITY ORGANIZING* ET QUEL RÔLE LES ORGANISATIONS ONT-ELLES JOUÉ DANS CETTE CAMPAGNE ?

Je suis frappé par la faible mobilisation sur les élections présidentielles. J'étais là il y a quatre ans, au moment de la campagne de réélection de Barack Obama, et il y avait une mobilisation beaucoup plus forte dans les quartiers pauvres et chez les membres des organisations communautaires. C'est aussi lié à l'anticipation de la victoire d'Hillary. L'enjeu ne paraît pas décisif, quand bien même ils ont peur de Trump. Il y a une réelle crainte de ce qui pourrait se passer s'il l'emportait, notamment chez les Latinos. Mais, en termes de travail de terrain, de mobilisation électorale, ça demeure limité. Les organisations communautaires concentrent leur énergie sur les référendums régionaux et locaux, comme en Californie en ce moment, où des référendums d'initiative populaire sont prévus sur la réforme du système judiciaire, l'augmentation des impôts des millionnaires ou l'abolition de la peine de mort. Ils répètent souvent à leur base que ces campagnes référendaires ont presque autant d'influence sur leur vie que les élections présidentielles. À Los Angeles, il y a 24 propositions de référendums cette année. Les bulletins de vote sont très longs et ils craignent que les électeurs n'aillent pas jusqu'au bout et que la participation soit trop faible. Ils réalisent donc un travail de mobilisation électorale important pour ces référendums (voir Fig. 2), qui peut avoir des effets par ricochet sur les élections présidentielles. Mais globalement la passion militante se concentre sur ces enjeux locaux beaucoup plus que sur les élections présidentielles, qui n'intéressent pas grand monde. Même pour les débats Hilary/Trump, que j'ai regardés avec des membres d'organisations communautaires, il n'y avait pas foule...

COMMENT VOUS ÊTES-VOUS POSITIONNÉ DANS LES MILIEUX MILITANTS ÉTUDIÉS LORS DE VOTRE ENQUÊTE ETHNOGRAPHIQUE ET PLUS GÉNÉRALEMENT, COMMENT CONCEVEZ VOUS VOTRE DÉMARCHE THÉORIQUE ET PRATIQUE PAR RAPPORT AU MILITANTISME, ENTRE DISTANCE ET PROXIMITÉ AVEC VOTRE OBJET ET VOS ENQUÊTÉ(E)S ?

C'est une question importante. Je fais de l'ethnographie, de l'observation participante, je suis le travail au quotidien de ces organisations. Et de fait j'ai une proximité très forte avec les gens et ça crée des liens qui sont aussi émotionnels. Par ce qu'on vit sur le terrain, il y a un attachement fort à ce qu'on a pu observer. Mon engagement tient aussi au choix de mes objets de recherche : je ne les choisis pas par hasard mais parce que je pense qu'ils peuvent être utiles, d'un point de vue scientifique mais aussi politique. Dans le choix des objets, je me pose la question du rôle des sciences humaines et sociales dans la société. J'essaie de voir la façon dont certaines organisations et certains mouvements essaient de changer le monde et comment cela peut être utile à d'autres mouvements, en France par exemple.

Cela suppose néanmoins de garder une distance critique relative : si on est trop complaisant avec son objet, ça ne sert pas à grand chose, ni d'un point de vue scientifique, ni politique. C'est ce que j'essaie de faire dans mon [livre](#), (voir fig. 4) en parlant du caractère parfois autoritaire des organisations, du risque d'endoctrinement des militants, des défaites... C'est un équilibre à trouver, car en même temps j'ai été assez enthousiasmé par ce que j'ai pu voir là-bas. Tout dépend aussi du type de publication, je n'écris pas de la même façon pour la *Revue Française de Science Politique*, pour la revue *Mouvements* et pour mon livre. Dans mon livre, j'ai voulu allier les deux, une texture sociologique qui puisse aussi parler à des militants et à des citoyens ordinaires. Je marche sur un fil : quand on écrit des articles, on arrive à compartimenter son audience, c'est plus difficile pour un livre.

RAISONS D'AGIR
COURS & TRAVAUX

Julien Talpin

Community organizing

De l'émeute à l'alliance
des classes populaires aux États-Unis



Figure 4 : *Community Organizing* de Julien Talpin (Raisons d'Agir, 2016)

LE FAIT D'ÉCRIRE UN LIVRE POUR UN LECTORAT FRANÇAIS, CELA PERMET AUSSI PEUT-ÊTRE UNE DIMENSION PLUS CRITIQUE, PARCE QU'IL Y A UNE DISTANCE FORTE AVEC VOS ENQUÊTÉS. CELA N'EST PAS LA MÊME CHOSE DE PUBLIER AUX ÉTATS-UNIS SUR DES MOUVEMENTS AMÉRICAINS, OÙ L'ATTENTE VA ÊTRE FORTE DE LA PART DES MILITANTS ET OÙ LA DIMENSION CRITIQUE PEUT ÊTRE PLUS DIFFICILE À PLACER. DISCUTER LES ENJEUX CRITIQUES AVEC LES ENQUÊTÉS PENDANT L'ENQUÊTE PARAÎT AUSSI UNE SOLUTION.

Effectivement, c'est une bonne remarque. Certaines questions, comme celle de l'endoctrinement, sont venues plus tard, je n'en ai pas discuté directement avec les militants. En revanche, les pratiques

démocratiques, le choix des campagnes, les relations avec les financeurs, ce sont des choses qu'on a discutées ensemble. Ce sont des questions que les militants se posent eux mêmes et qui sont débattues dans l'espace public américain. Sur les relations avec les financeurs, le livre *The Revolution Will Not Be Funded*, d'[INCITE! Women of Color Against Violence](#) (2009), a fait beaucoup de bruits, attaquant les fondations et la professionnalisation des associations. Mais c'est tout de même plus facile de publier sur des mouvements à l'étranger qu'en France, qui ne sont jamais tout à fait satisfaits de ce qu'on raconte sur eux...

L'IMPORTATION FRANÇAISE DU *COMMUNITY ORGANIZING* DANS LES QUARTIERS POPULAIRES FRANÇAIS A CONNU PLUSIEURS VOIES, MAIS N'A PAS DÉBOUCHÉ SUR DES DYNAMIQUES AUSSI PUISSANTES D'ALLIANCE. COMMENT EXPLIQUEZ-VOUS LA PLUS GRANDE DIFFICULTÉ À RENOUVELER LE MILITANTISME DANS LES QUARTIERS POPULAIRES FRANÇAIS, MALGRÉ DES TENTATIVES INTÉRESSANTES, COMME LE FORUM SOCIAL DES QUARTIERS POPULAIRES OU ENCORE LA COORDINATION PAS SANS NOUS ?

Il y a une importation directe depuis quatre ou cinq ans et des expérimentations locales qui s'inspirent du modèle américain. C'est le cas à Grenoble, à Aubervilliers ou à Rennes. Au départ, ils se sont beaucoup inspirés d'Alinsky, avant de suivre désormais davantage la tradition du *community organizing* d'ACORN. Il y a aussi le cas de [Stop le contrôle au faciès](#) qui a adopté un modèle plus hybride. Au-delà de ces quelques expériences, il n'y a pas de transformation massive des mouvements associatifs français dans la direction du *community organizing*. Il n'y a pas beaucoup de nouvelles expériences, malgré un certain effet de mode, mes travaux y contribuant peut-être aussi modestement. Plutôt que de penser une importation terme à terme du modèle, il y a certaines choses qui passent, comme les réflexions sur le pouvoir d'agir, l'*empowerment*. Il y a un retour du porte-à-porte dans certaines associations aujourd'hui, ou encore une revalorisation du rapport de force avec les institutions. Ces idées au cœur du *community organizing* passent auprès de différents acteurs, dans certains centres sociaux du Nord que j'étudie par exemple.

Quand bien même les gens ne s'en inspirent pas directement, ce décentrement par les États-Unis peut les conduire à chercher à reconstruire une base populaire, ce qui est déjà très positif. L'enjeu, c'est de reconstruire une base pour recréer du rapport de force et c'est cela qui fait défaut aujourd'hui dans les quartiers populaires français. Si l'importation du *community organizing* conduit certains acteurs, même indirectement, à refaire du travail de terrain pour construire des organisations de masse dans les quartiers populaires ce serait déjà considérable. Je mène une enquête dans le Nord depuis plusieurs années et il y a peu de gens mobilisés et politisés. Les militants ont du mal à constituer cette base. Cela ne veut pas dire qu'il ne se passe rien ou que les quartiers seraient des déserts politiques : j'ai travaillé sur une lutte urbaine à Roubaix vraiment intéressante, une [Table de Quartier](#) qui s'est créée il y a deux ans en lien avec un projet de rénovation urbaine, qui s'inspire d'ailleurs en partie du *community organizing*, avec un travail de terrain très fin et des relations fortes avec les habitants.

Pourquoi c'est si difficile ? Parce que la situation sociale est très difficile, mais l'exemple américain montre que ces éléments structurels peuvent être dépassés par un travail de terrain très important. Je crois qu'il y a aussi une question de moyens. Il n'y a pas beaucoup d'argent en France pour financer des initiatives autonomes des habitants notamment de la part des institutions. Par exemple, la Table de quartier à Roubaix, quand elle a commencé à contester le plan de rénovation urbaine de la municipalité, on leur a coupé leurs financements, on les a expulsés de leur local⁴... Il n'y a pas tant de moyens que cela pour organiser les gens. Je suis à ce titre avec attention la campagne de la coordination des quartiers populaires de [Pas sans nous](#) et leur proposition de créer un [fonds d'initiative citoyenne](#) qui viserait justement à renationaliser le financement de la vie associative, notamment dans

⁴ Sur ce sujet voir J. Talpin, « Une répression à bas bruit. Comment les élus étouffent les mobilisations dans les quartiers populaires », *Métropolitiques*, 2016. <http://www.metropolitiques.eu/Une-repression-a-bas-bruit-Comment.html>

les quartiers populaires, pour sortir des relations de dépendance ou de clientélisme qui lient associations et pouvoirs locaux. L'enjeu est de permettre la structuration de collectifs autonomes dans les quartiers populaires, qui peuvent jouer un rôle de contre-pouvoir, et si les moyens ne font pas tout c'est quand même une condition essentielle de réussite des mobilisations.

ENTRETIEN RÉALISÉ EN OCTOBRE 2016 PAR FLAMINIA PADDEU